

Audit – Bureau de Paris

16 rue de Monceau
75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

**ASSOCIATION MISSION SOCIALE GROUPE
CAISSE DES DEPÔTS**

Association déclarée

Siège social : 56, rue de Lille
75007 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION MISSION SOCIALE GROUPE CAISSE DES DEPÔTS

Association déclarée

Siège social : 56, rue de Lille
75007 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association Mission Sociale Groupe Caisse Des Dépôts,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Sociale Groupe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la page 21 de l'annexe des comptes annuels concernant les moyens de l'association mis à disposition par la Caisse des Dépôts et Consignations pour le compte de l'ensemble des membres au cours de l'exercice 2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

Fait à Paris, le 05 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Cyrille Baud

Bilan Actif

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 28/05/25
Devise d'édition €

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	14 199		14 199	12 988
Autres				
TOTAL I	14 199		14 199	12 988
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6		6	119
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	435 144 118		435 144 118	393 232 604
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	23 900 406		23 900 406	13 552 809
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	459 044 530		459 044 530	406 785 532
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	459 058 730		459 058 730	406 798 520

Bilan passif

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 28/05/25
Devise d'édition €

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	508 570	476 192
Excédent ou déficit de l'exercice	45 046	32 378
Situation nette (sous total)	553 616	508 570
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	553 616	508 570
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 010 245	1 074 716
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	21 923	6 877
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	457 472 945	405 208 357
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	458 505 114	406 289 950
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	459 058 730	406 798 520

Compte de Résultat (Première partie)

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 28/05/25
Devise d'édition €

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	867	490
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	37 301	34 972
TOTAL I	38 169	35 462
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	61 965	44 729
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		0
TOTAL II	61 965	44 729
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(23 796)	(9 268)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	90 766	48 523
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	90 766	48 523
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	90 766	48 523

Compte de Résultat (Seconde partie)

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 28/05/25
Devise d'édition €

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	66 970	39 255
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	21 923	6 877
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	128 934	83 984
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	83 888	51 606
EXCEDENT OU DEFICIT	45 046	32 378
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	8 714 413	10 837 997
Bénévolat		
TOTAL	8 714 413	10 837 997
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	8 714 413	10 837 997
Personnel bénévole		
TOTAL	8 714 413	10 837 997

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES REALISEES ET DES MOYENS MIS EN OEUVRE

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE

Conformément à l'article 2 de ses statuts, la Mission Sociale Groupe a pour but de mettre en œuvre et de gérer, sur le fondement d'une convention de délégation conclue avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), au nom et pour le compte de la CDC et des personnes morales et entités liées à la CDC (filiales du groupe), membres de l'Association, les actions, avantages et prestations à caractère social, consentis au bénéfice de leurs personnels, sans discrimination, en vue d'améliorer leurs conditions de vie ou de leur apporter un soutien à caractère financier ou autre en cas de difficultés passagères liées à des événements d'ordre, notamment, personnel ou familial. A ce titre, l'Association, en sa qualité de délégataire, aura une obligation de rendre compte, à ses délégants de sa mission et de l'emploi des ressources mobilisées pour l'accomplissement de son objet.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

Les actions de la MSG se déclinent sous la forme de quatre activités : les prêts sociaux, l'épargne salariale, le logement locatif et l'action sociale, qui inclut la prestation « Petite enfance » de réservation de places en crèche.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le plan comptable général, au règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES REALISEES ET DES MOYENS MIS EN OEUVRE

AUTRES CREANCES - AUTRES DETTES

La Mission Sociale Groupe agit en tant que mandataire de la Caisse des Dépôts pour la gestion des prêts au personnel.

Dans ce cadre, la Mission Sociale Groupe comptabilise :

à l'actif dans les autres créances le montant des prêts accordés pour le compte de la Caisse des Dépôts
au passif dans les emprunts et dettes financières divers, le montant du financement assuré par la Caisse des Dépôts.

Les intérêts et les charges d'impayés liés aux prêts accordés par la Mission Sociale Groupe pour le compte de la Caisse des Dépôts dans le cadre de son mandat, ne sont pas comptabilisés dans les comptes de produits et charges

AUTRES PRODUITS

Sont comptabilisées dans les autres produits, les commissions de gestion versées par la Caisse Nationale de Prévoyance au titre de l'exercice précédent.

En effet, l'insuffisance d'information au moment de la clôture des comptes ne nous permet pas de comptabiliser dans l'année la commission due au titre de l'exercice clôturé.

REMUNERATION VERSEE AUX TROIS PLUS HAUT CADRES DIRIGEANTS

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, concernant les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et qui reçoivent une ou plusieurs subventions dont le montant est supérieur à 50 000 euros, la Mission Sociale Groupe doit publier le total des rémunérations versées aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Dans le cadre de cette déclaration, il est précisé que la Mission Sociale Groupe ne verse aucune rémunération, ni avantage en nature.

Immobilisations

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Edition du 28/05/25

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	12 988		98 965
TOTAL Immobilisations financières :	12 988		98 965
TOTAL GÉNÉRAL	12 988		98 965

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		97 754	14 199	
TOTAL immobilisations financières :		97 754	14 199	
TOTAL GÉNÉRAL		97 754	14 199	

État des Échéances des Créances et Dettes

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 28/05/25

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	14 199	13 257	942
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :	14 199	13 257	942
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	6	6	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	435 144 118	26 760 153	408 383 966
TOTAL de l'actif circulant :	435 144 124	26 760 158	408 383 966
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			
TOTAL GÉNÉRAL	435 158 323	26 773 415	408 384 908
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	77 820 645		
Montant des amortissements obtenus en cours d'exercice	24 514 006		

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 010 245	1 010 245		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes				
Impôts sur les bénéfices	21 923	21 923		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	457 472 945	44 306 438	104 587 240	308 579 267
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	458 505 114	45 338 606	104 587 240	308 579 267
Emprunts souscrits en cours d'exercice	90 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	41 381 297			

Charges à Payer

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 28/05/25

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Disponibilités, charges à payer Autres dettes	1 010 245,25
TOTAL	1 010 245,25

FNP CRECHES 791 021.67 €
FNP EPI 177 080.10 €
FNP BS CONSEIL 14 581.18 €
FNP CAC 18 456.00 €
FNP DIVERS 9 106.30 €

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat au titre de l'exercice 2024 s'élèvent à 18 k€.

REGIME FISCAL

L'association est soumise à l'impôt sur les sociétés en raison d'activités lucratives accessoires. La charge d'impôt enregistrée dans le compte de résultat au poste impôts sur les bénéfices, pour un montant de 22 k€, est liée à des intérêts sur des dépôts à terme qui se trouve à l'actif du bilan pour un montant de 3 M€ et dont la contrepartie est la Caisse des Dépôts.

Détail des Produits Exceptionnels et Charges Exceptionnelles

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 28/05/25

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte

	TOTAL		
--	-------	--	--

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte

	TOTAL		
--	-------	--	--

Affectation des résultats

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Edition du 28/05/25

AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	508 569,62
Résultat de l'exercice	45 046,38
TOTAL	553 616,00

Affectations	Montant
Autres répartitions : Report souscription logement	
Report à nouveau	553 616,00
TOTAL	553 616,00

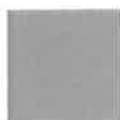
Contributions volontaires en nature

Une convention d'allocation de moyens a été signée en juin 2009 entre la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et la Mission Sociale Groupe (MSG), celle-ci précise à l'article 1, la liste des moyens alloués à la MSG par la CDC. Les principaux moyens mis à disposition sont les suivants :

- Personnels CDC contribuant au fonctionnement de l'Association,
- Les locaux,
- Les Mobiliers, équipements de bureau,
- Les moyens informatiques,
- L'imprimerie.

Un tableau récapitulatif des moyens de l'association mis à disposition par la CDC pour le compte de l'ensemble des membres de la MSG est présenté à la page suivante.

La méthode de valorisation utilisée par la CDC est la méthode des coûts complets.



Moyens mis à disposition

MISSION SOCIALE GROUPE CDC

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 28/05/25

MOYENS DE L'ASSOCIATION
MIS A DISPOSITION PAR LA CDC
POUR LE COMPTE DE L'ENSEMBLE DES MEMBRES

Les chiffres ci-dessous ont été communiqués par la Direction du budget de la CDC.

Coûts complets	2024 (1)	2023	Variation
1-Coûts directs			
1-Masse salariale	4 323 853	5 087 949	-15,02 %
2-Autres frais de personnel	(17 368)	132 972	
3-Services extérieurs	1 098 104	2 203 388	-50,16 %
4-Immobilier et logistique	15 194	25 599	-40,65 %
5-Impôts et taxes	109	214	-49,07 %
6-Subvention	0	24 104	-100,00 %
Sous-total 1	5 419 892	7 474 226	
2- Coûts indirects			
1-Risques, audit	1 022	1 349	-24,24 %
2-Comptabilité et déclarations réglementaires	6 855	41 043	
3-Immobilier - services aux bâtiments et occupants	697 785	772 199	-9,64 %
4-Juridique et fiscal	227 548	1 962	
5-Moyens généraux	132 993	118 105	12,61 %
6-Prestations sociales des personnels	240 950	274 268	-12,15 %
7-Ressources humaines	1 072 284	1 221 064	-12,18 %
8-Systèmes d'information	851 376	814 239	4,56 %
9-Digital Central (ex: Stratégie)	63 708	119 542	-46,71 %
Sous-total 2	3 294 521	3 363 771	
TOTAL	8 714 413	10 837 997	

Soit un coût par prestation calculé par le service production du calcul des coûts de la CDC suivant leurs clefs de répartition.

Coûts par services de la MSG	2024	2023	Variation
1-Direction et DHP640 risques et juridique	2 149 445	3 135 044	-31,44 %
2-Comptabilité	518 403	708 658	-26,85 %
3-Prêts	3 434 376	3 455 766	-0,62 %
4-Epargne salariale	1 079 870	1 390 764	-22,35 %
5-Logement	636 449	537 994	18,30 %
6>Action sociale (1)	895 870	1 400 638	-36,04 %
7-Activité protection sociale	0	209 133	-100,00 %
TOTAL	8 714 413	10 837 997	

(1) Les coûts complets 2024 de l'action sociale ont été proratisés (8/12 ème) car le service est sorti de la MSG le 01-09-2024

PERSONNEL PERMANENT MIS A DISPOSITION DE L'ASSOCIATION

Effectifs	2024	2023
Cadres	13,00	23,00
Non cadres	21,00	22,00
TOTAL	34,00	45,00

*Calcul effectué en ETP***Pour information :**

Au 31 décembre 2024, la MSG dispose de 34 postes budgétaires au lieu de 45 un an plus tôt. Cette évolution est la conséquence de l'intégration des 9 collaborateurs de l'équipe du service social à la DRH de la CDC au 1er septembre 2024 et de la suppression de 2 postes qui font suite au déploiement progressif du nouveau SI des prêts et à la réorganisation du service des prêts qui en découle.
2 agents exercent leur activité à temps partiel.

Il résulte que l'effectif permanent est de 33,6 agents en équivalent temps plein (au lieu de 43,6 ETP au 31 décembre 2023). Outre les 33 postes occupés par des agents ayant un contrat pérenne ou des contrats de droit public (un poste est non pourvu au 31 décembre 2024 mais le sera courant 2025), la MSG compte dans ses effectifs deux chargés de mission qui viennent en renfort dont un dans le cadre du projet de changement du SI de la Mission Logement, ainsi que 6 apprentis affectés à la Comptabilité, au service des Prêts, au Logement et à l'unité en charge des risques et de la conformité.

Il convient de préciser que les 3 assistantes sociales (2,4 en ETP), qui accompagnent les personnels des filiales et contribuent à l'activité du service social dans le cadre d'une prestation de service, ont continué d'être supportés par la MSG jusqu'au 31 décembre 2024. Au 1er janvier 2025, ces prestations de service seront directement prises en charge par les filiales CNP Assurances, ICDC et AGR pour l'accompagnement social de leurs salariés respectifs.

La majorité des collaborateurs exercent leur activité au siège parisien de l'association. 5 collaborateurs, tous rattachés au service des prêts exercent leurs activités à Bordeaux et Angers.

PRESTATIONS SOCIALES GEREES POUR LE COMPTE DE LA CDC

PRESTATIONS	2024	2023
Places en crèches interentreprises	892 077,63	1 052 186,84
Loca CDC		
Indemnités décès en activité	0,00	4 329,56
Service assitance sociale	330 257,82	353 087,95
TOTAL	1 222 335,45	1 409 604,35